

Journée de formation - discussion :

Bible et économie

Pierre Bernhard

19 janvier 2014

La théorie économique dominante

L'économie théorique se préoccupe de l'offre de biens, de la demande de ces biens, de l'équilibre entre l'une et l'autre, avec un jeu de paramètres critiques : les prix. Les économistes s'accordent à reconnaître qu'il n'y a, à travers l'histoire, que deux grands mécanismes de coordination possibles pour assurer cet équilibre : la planification ou le marché concurrentiel. Tous les modèles utilisés de par le monde et l'histoire seraient des hybrides de ces deux là.

L'effondrement des économies planifiées de l'URSS et de ses satellites, comme l'échec économique des dernières économies planifiées (Corée du Nord, Cuba,...) a achevé de discréditer le modèle planifié pour laisser régner en « pensée unique » le modèle de la concurrence, ou économie de marché.¹ Concernant les économies planifiées, on a pointé leur inefficacité, par impossibilité de planifier correctement un système aussi compliqué. (Exemple des essuie-glaces de voiture en URSS). Mais il faut aussi souligner qu'en donnant trop de pouvoir à l'administration de planification, et donc aux personnes qui la contrôlent, elles ouvrent la voie aux ploutocraties. Le système du marché, par opposition, en diluant le pouvoir économique, est vu comme une « démocratie économique ». Il s'en suit, pour certains comme l'école ordolibérale qui a fortement contribué à façonner les institutions européennes, la nécessité de la codifier dans une « constitution économique », et c'était l'objet de la troisième partie de la défunte constitution européenne.

Il y a de nombreux débats entre économistes « libéraux » et de nombreuses écoles. À une extrémité, les ultra-libéraux : école dite « de Vienne » (von Mises), école de Chicago, qui développent une croyance quasi religieuse dans l'efficacité du marché, et pour qui toute intervention de l'État est un mal. Je cite l'économiste P. Salin, qui écrit en 2010 : « Toute législation en faveur de la concurrence est anticoncurrentielle —en ce sens qu'elle porte atteinte à la liberté de décision, à la liberté de produire— et il est donc souhaitable qu'elle disparaisse. Il est par contre et bien évidemment souhaitable qu'il existe des procédures de défense des droits susceptibles d'empêcher l'usage de la contrainte. L'État, en tant que monopoleur de la contrainte légale, n'est probablement pas le mieux placé pour cela » .

Mais la plupart des économistes reconnaissent maintenant un rôle à l'État, soit juste pour maintenir un ordre économique —comme même Salin l'évoque dans la citation ci-dessus, j'y reviens— soit pour intervenir directement dans le processus économique, par exemple en utilisant les commandes de l'État pour soutenir l'activité économique en temps de crise (école Keynésienne). Il faut d'ailleurs noter qu'alors que toute l'intelligentsia, surtout anglosaxonne, décriait la « vieille » thèse Keynésienne, quand est arrivée la crise de 2008, toutes les grandes démocraties occidentales ont adopté des politiques keynésienne, et très interventionnistes : aux États Unis, l'État fédéral a lancé des grands programmes de dépenses publiques, et est allé jusqu'à racheter General Motors (GM = Government Motors !) et l'État britannique a nationalisé la banque Northern Rock, dans les deux cas pour éviter une faillite aux effets sociaux et économiques catastrophiques par l'effet domino (effet systémique).

Là où le rôle de la puissance publique est le plus unanimement reconnu est dans la défense de la concurrence contre les pratiques dites « anti-concurrentielles » : ententes entre producteurs pour maintenir des prix élevés (cartels), dumping, abus de position dominante, etc. C'est pourquoi tous

1. Appelé parfois modèle « libéral », mais ce mot a pris un sens trop étroit dans les milieux économiques modernes.

les États, même la Chine, ont un organisme public chargé de surveiller et protéger la concurrence. En France l' « Autorité de la concurrence » , qui a le statut d'autorité administrative indépendante, « est compétente pour appliquer les législations nationale (livre IV du Code de commerce) et communautaire (articles 101 et 102 du traité FUE, ex articles 81 et 82 du traité CE). » La commission européenne a une Direction Générale de la Concurrence. Wikipedia cite 52 administrations nationales ou supranationales chargées de la concurrence, qui participent quasi toutes, à l'exception de celle de Chine, à l'International Competition Network. C'est dire si le consensus est large.

Pour autant, le débat reste vif sur la forme et la position hiérarchique de ces autorités de la concurrence. Les ultra-libéraux, pour qui l'État est le Mal, veulent assurer leur indépendance complète de l'État, —cf la remarque de Salin : « l'État, en tant que monopoleur de la contrainte légale, n'est sans doute pas le mieux placé pour cela » — voire du pouvoir législatif, en les confiant soit au seul pouvoir judiciaire, soit aux experts, soit même à d'hypothétiques mécanismes issus du marché. À l'opposé, certains économistes veulent les maintenir dans le cadre d'une « politique de la concurrence » , définie par le pouvoir législatif et mise en œuvre par le gouvernement.

Ainsi, aux États Unis, pour empêcher une fusion, par exemple, le ministère de la justice doit tenter un procès aux entreprises concernées, et essayer de convaincre les juges que la fusion envisagée est préjudiciable aux consommateurs. En France, l'Autorité de la concurrence essaye, dans un sourd bras de fer avec le gouvernement, de se placer au-dessus de l'exécutif. Elle écrit sur son site web : « Organisme administratif né en 2009 de la transformation du Conseil de la concurrence, l'Autorité de la concurrence agit au nom de l'État, sans pour autant relever de l'autorité du Gouvernement dans l'exercice de ses pouvoirs. » Les textes sont plus nuancés que cela, reconnaissant un rôle important au ministre chargé de l'économie, textes que l'autorité essaye d'interpréter dans un sens minimaliste. Ses décisions en matière de sanction pécuniaire sont susceptibles d'appel devant la Cour d'appel de Paris, et en matière de concentration, devant le Conseil d'État. (Du moins est-ce ce qu'elle indique sur son site web. En fait, à nouveau, la loi donne plus de pouvoir au gouvernement en matière de concentrations.)

En conclusion, on peut dire qu'il y a une unanimité des économistes pour voir dans la concurrence le seul moyen de réguler l'économie, et sur le fait qu'elle doive être protégée, menacée qu'elle est par les pratiques anti-concurrentielles. Mais que le débat reste vif sur le rôle des pouvoirs publics, et plus particulièrement de l'exécutif, sur les moyens de cette protection, ainsi que sur le rôle de l'État en tant qu'agent économique lui-même, comme employeur et comme acheteur, voire comme producteur.

Cette unanimité s'appuie sur une analyse théorique extrêmement simple, qui établit que la concurrence, le libre jeu des intérêts particuliers, conduit automatiquement, —du moins est-ce ce que dit cette analyse— à un optimum collectif. Sans vouloir faire un cours d'économie mathématique, nous allons maintenant exposer le cœur de cette analyse, et la démonstration du caractère collectivement optimal de l'équilibre naturel du jeu de la concurrence, ou « loi de l'offre et de la demande » . Mais avant de quitter cette partie introductive, il convient d'indiquer que des économistes libéraux ont depuis longtemps contesté le laisser faire intégral en matière de concurrence. Je termine par trois citations que je dois à un de mes élèves, Marc Deschamps (je n'ai pas son érudition économique) : deux de W. Röpke, le fondateur de l'école ordolibérale allemande,

« Les hommes sont incapables de supporter, sans dommage pour eux-mêmes et pour la société, la tension spirituelle, nerveuse et morale qui leur est imposée par un système économique, dominé à son tour par la loi de l'offre et de la demande, le marché et la technicité, et ils sont aussi incapables d'endurer à la longue l'insécurité et l'instabilité de la vie que crée un pareil système ». (1945)

« Discipline personnelle, sens de la justice, honnêteté, fair-play, esprit chevaleresque, modération, esprit civique, respect de la dignité de l'homme, tout cela est ce que les hommes doivent apporter avec eux lorsqu'ils viennent sur le marché et s'affrontent dans la concurrence. Toutes ces qualités sont le

soutien indispensable du marché et de la concurrence qu'elles protègent de la dégénérescence » (2009)

et une d'un autre penseur de la même école : A. Rüstow. († 1963)

« Il y a infiniment de choses qui sont plus importantes que l'économie : la famille, la commune, l'État, le spirituel, l'éthique, l'esthétique, le culturel, bref l'humain. L'économie n'en est que le fondement matériel. Son objectif est de servir ces valeurs supérieures ».

La loi de l'offre et de la demande en concurrence pure et parfaite

Le marché

Pour élaborer une théorie de nature mathématique, il faut faire des abstractions, qui sont des simplifications raisonnables de la réalité, et leur donner un caractère quantitatif, pour qu'on puisse raisonner sur des nombres, représentatifs de grandeurs réelles ou plutôt de leur abstraction.

Ainsi, on imagine un bien suffisamment indifférencié pour que divers producteurs puissent produire exactement le même bien. Disons le litre de lait demi-écrémé UHT, ou l'ampoule fluorescente 15 watts garantie 10 000h. (Mais il faudrait que *tous* les biens proposés à la vente, soient ainsi susceptibles d'être produits de façon, si-non identique, au moins parfaitement substituable, par plusieurs producteurs.) On imagine aussi que les producteurs proposent leur bien à la vente de façon homogène, et que les acheteurs peuvent comparer et choisir auquel ils achètent. C'est l'abstraction du « marché ». On affirme alors la proposition évidente suivante :

Proposition 1 *Tous les producteurs vendront le même bien au même prix, qu'on appellera « prix du marché ».*

Démonstration En effet les produits proposés à la vente étant supposés identiques, s'il y a différents prix, les acheteurs achèteront au meilleur marché. Les producteurs qui essaieraient de vendre à un prix supérieur ne vendraient pas et seraient éliminés du marché.

On imagine en outre qu'on peut sans « barrière à l'entrée » se mettre à produire ces mêmes biens. On a alors un caractère d'optimalité pour les consommateurs du fait de la deuxième proposition :

Proposition 2 *Le prix pratiqué est le plus bas possible avec l'état de la technologie, les producteurs font un profit nul.*

Démonstration S'il n'en était pas ainsi, un nouveau producteur entrerait sur le marché en acceptant un profit plus faible et proposerait ainsi ses marchandises à un prix plus bas.

Profit nul ne veut pas nécessairement dire bénéfice nul : si cette production demande un investissement initial, un bénéfice est nécessaire comme loyer de l'argent investi, soit qu'il ait été prêté, par une banque ou par des particuliers via des obligations, et il faut alors verser le « service de la dette », soit qu'il ait été investi par des actionnaires qu'il faut rémunérer par des dividendes. L'un et l'autre cas supposent un bénéfice pour assurer ce service.

L'équilibre

On imagine que pour un prix donné, il y a une quantité donnée de ce bien qui serait « demandée » par le marché. Plus le prix est élevé, moins il se vendra de ce bien, et au contraire, plus le prix est bas plus il s'en vendra, s'il y en a assez de produits. Ceci définit une « courbe de demande » (que les ouvrages d'économie représentent d'habitude comme une droite, mais il n'y a aucune nécessité à cela).

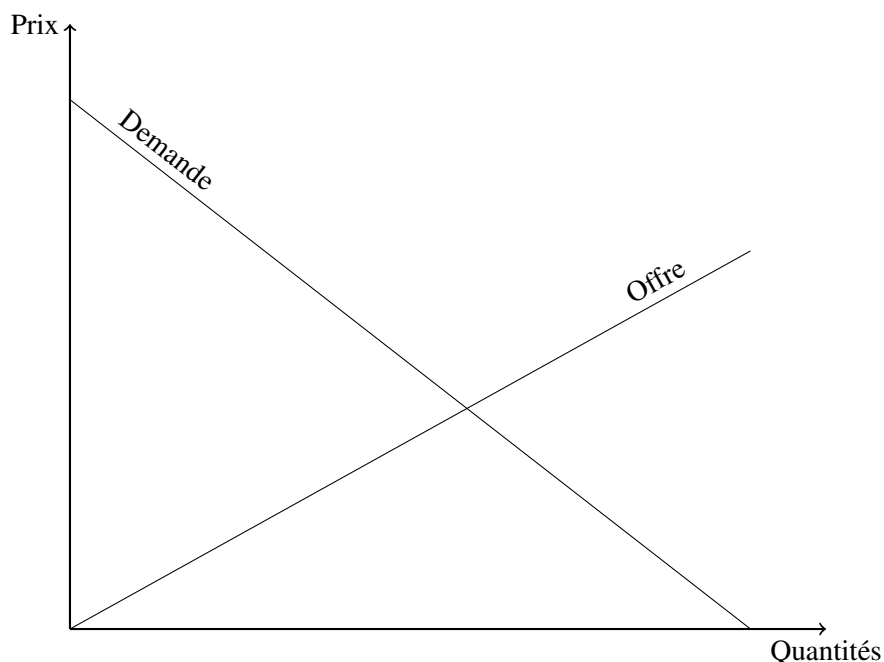


FIGURE 1 – Les courbes d’offre et de demande.

De même, on imagine que pour un prix donné, les producteurs sont prêts à produire une certaine quantité, et que plus le prix est élevé plus cette quantité offerte à la vente sera importante.

Traçons ces deux courbes sur un graphique avec les quantités (demandées ou offertes) en abscisse, et le prix en ordonnée. On obtient le graphique de la figure 1

On énonce le théorème :

Théorème 1 *L’équilibre du marché se fera aux quantités et prix correspondant à l’intersection des courbes de demande et d’offre.*

Démonstration Supposons qu’à un moment, le prix est supérieur à celui du point d’intersection, comme sur la figure 2.

On voit qu’alors, l’offre dépasse la demande. Il y aura un excédent du biens sur le marché, provoquant une baisse des prix. Au contraire, si le prix est inférieur à celui du point d’intersection, l’offre sera alors inférieure à la demande, provoquant un effet de pénurie, qui fera monter les prix. Ainsi, le prix s’équilibrera au niveau du point d’intersection des deux courbes. Et alors l’offre sera égale à la demande, il n’y aura ni pénurie ni gaspillage.

Surplus et optimalité

Nous abordons un point un peu plus technique . . . Imaginons donc que le marché est stabilisé au prix d’équilibre. Considérons un petit intervalle de largeur (petite) dQ de demande, représentant un certain nombre d’achats, en-dessous de la quantité d’équilibre. (Voir figure 3). Cette demande était disposée à payer le prix indiqué par la courbe de demande à ce niveau de demande, supérieur au prix d’équilibre. Ainsi, ces consommateurs ont réalisé une économie par unité achetée de la hauteur ΔP indiquée sur le graphique, pour la petite quantité dQ , soit une économie —on dit un *surplus*— $\Delta P \times dQ$. C’est exactement la surface du petit rectangle rouge de la figure 3.

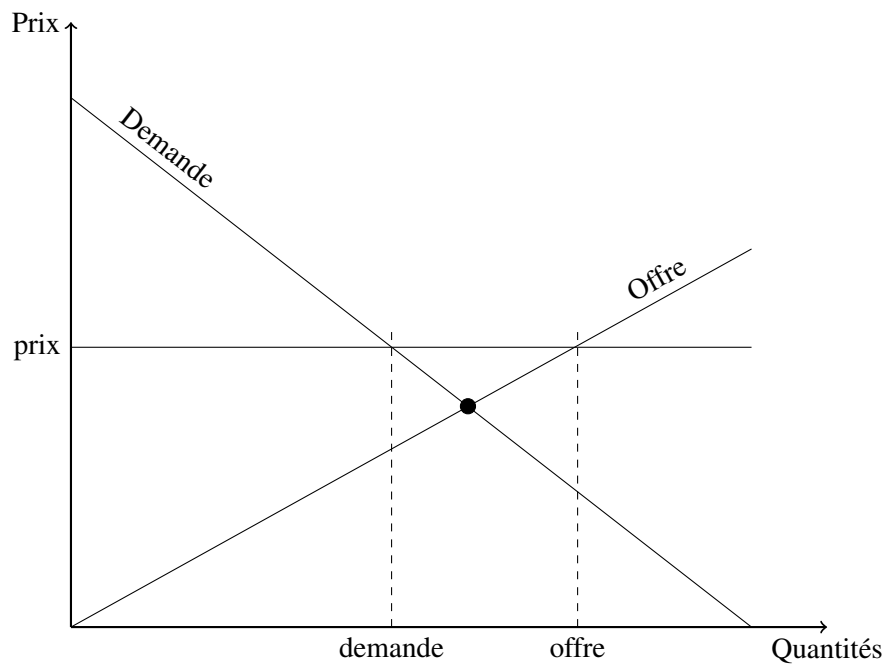


FIGURE 2 – Un prix supérieur au prix d'équilibre

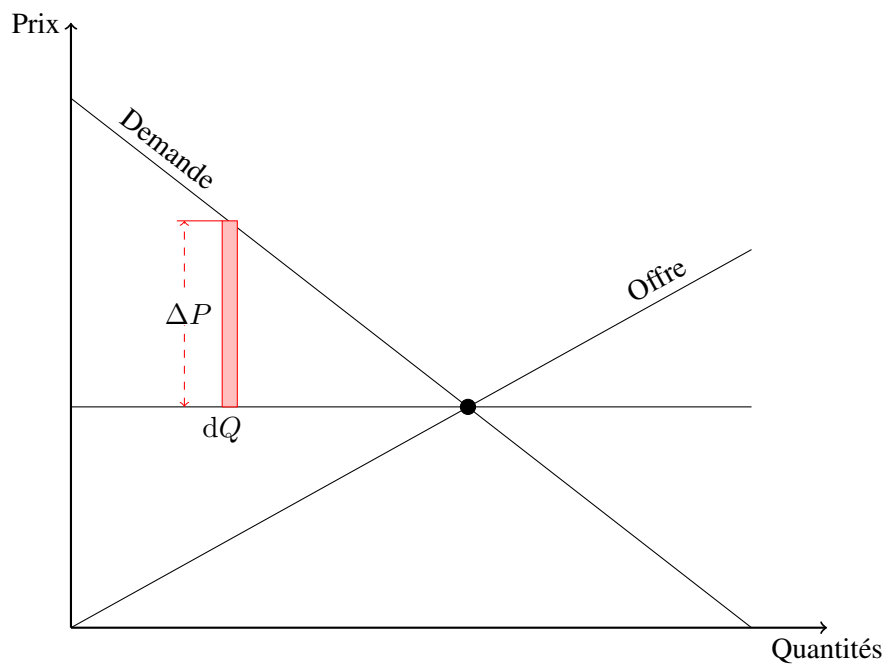


FIGURE 3 – Un surplus.

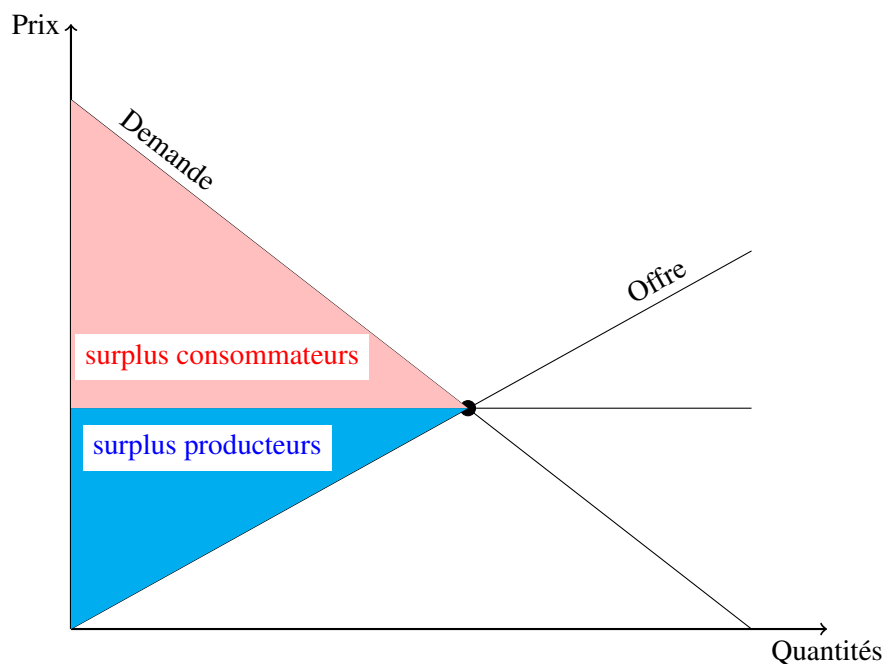


FIGURE 4 – Surplus total ou bien être

En cumulant les surplus réalisés par tous les consommateurs, on obtient ainsi très précisément la surface du triangle en rose sur la figure 4. Et par un raisonnement analogue, on trouve que le surplus total des producteurs est l'aire du triangle bleu. À l'équilibre, le surplus total, ou « *bien être* » collectif est donc l'aire du grand triangle formé par les courbes d'offre et de demande et l'axe des prix.

Théorème 2 *L'équilibre de la loi de l'offre et de la demande maximise le bien-être collectif.*

Démonstration Imaginons maintenant qu'un système de contraintes ait fait maintenir les prix à un niveau différent, disons supérieur. (Voir figure 5). La quantité de bien échangée sera au niveau de la demande, puisqu'il n'y a pas de demande pour la production potentielle excédentaire. Un raisonnement analogue au précédent permet de dessiner le surplus des consommateurs : l'aire du triangle rose, et celui des producteurs : l'aire du quadrilatère bleu. Peut-être le surplus des producteurs sera-t-il plus grand que précédemment, mais à l'évidence, le surplus total sera inférieur à celui de la situation d'équilibre, puisqu'il y manque un petit morceau (la « *perte nette* » en gris clair sur le schéma) du grand triangle. Celle-ci *maximise donc le bien-être collectif*. CQFD.

La force de conviction de ce morceau de théorie est tel qu'à peu près *tous* les économistes pensent que l'idéal est de rapprocher le plus possible la situation réelle de cette situation de « *concurrence pure et parfaite* ». À ce titre, on peut citer Léon Walras (1834 – 1910), le père de l'économie libérale :

Monsieur Paréto croit que le but de la science est de se rapprocher de plus en plus de la réalité par des approximations successives. Et moi, je crois que le but final de la science est de rapprocher la réalité d'un certain idéal, et c'est pourquoi je formule cet idéal.

Compléments

Jusqu'ici, on n'a parlé que d'un seul bien, et on n'a pas abordé la question de la répartition des biens (voire des surplus).

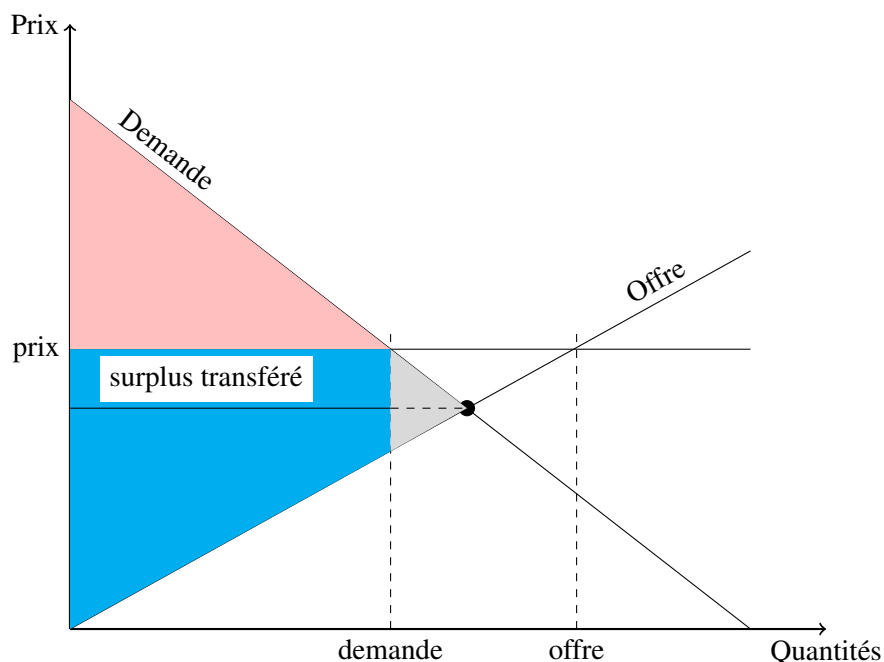


FIGURE 5 – Bien-être à un prix supérieur au prix d'équilibre

La théorie du consommateur, dont la proposition 1 ci-dessus est le B.A.BA, parle des arbitrages que font les individus, soumis à une contrainte de budget, entre les consommations des différents biens. On « montre » qu'ils vont maximiser une « utilité » de leurs consommations. La contrainte de budget est essentielle ici, et traduit l'hypothèse fondamentale de toute théorie économique : la rareté des richesses ou des ressources. Sans rareté point d'optimum : on peut donner une quantité illimitée de tous les biens à tous les consommateurs ! Et on voit bien que c'est irréaliste.

En présence de ces contraintes de budget, on peut se préoccuper de la répartition des biens. On dira que cette répartition est un optimum de Pareto s'il est impossible d'augmenter l'utilité d'un consommateur sans dégrader celle d'un autre. Un système qui conduit à un optimum de Pareto est dit « efficient ». D'autres critères de « justice » ont été proposés. Mais en pratique, l'optimalité de Pareto est le seul critère d'efficacité toujours mis en avant dans les études mathématiques en économie.

La proposition 2 ci-dessus est un tout petit morceau de la « théorie de la firme » qui examine plus en détail le rôle des coûts et la « formation des prix » pour expliquer les niveaux de production.

Comment un petit nombre de consommateurs et de producteurs interagissent, chacun voulant maximiser son bien-être, est étudié par la théorie des jeux. Ici se situe un échec de toute cette construction : on n'a pas su, mathématiquement, définir une notion d'« équilibre » qui aurait le bon goût d'exister et être unique. On n'a rien trouvé de convaincant à part l'équilibre de Nash, qui est un équilibre en ce qu'aucun agent ne peut, en changeant *seul* de décision, améliorer son profit. Mais dans la plupart des modèles réalistes d'interaction, on trouve plusieurs équilibres de Nash, voire une infinité, de sorte qu'on ne peut pas en déduire ce que serait un comportement rationnel — ce que sera le comportement, diraient les économistes — des agents. Ainsi, il faut d'autres arguments pour examiner la situation globale, on dit « macro-économique ».

La théorie de l'équilibre général vise à représenter comment tout cela s'articule, l'ensemble des revenus versés par les producteurs (de biens ou de services) étant la quantité d'argent disponible sur le marché pour consommer, c'est à dire la somme de tous les budgets individuels qui interviennent

dans la théorie du consommateur. Et la façon dont les producteurs décident de leur production pour maximiser leur profit (qui reste nul !) définit l'offre des biens.

Les ressources rares de la théorie de l'équilibre général sont classiquement prises comme étant le capital (noté K) et le travail (noté L pour Labour). Ainsi cette théorie peut parler de la rémunération du travail et du capital, sujet politiquement sensible. Par contre, la théorie classique ignore les ressources naturelles, qui semblaient inépuisables jusqu'au début du XX^{ème} siècle, et donc les économistes ultra-libéraux, qui croient fermement à leur théorie, ne croient pas à la nécessité d'avoir des politiques écologiques. (Aux États Unis, ils sont parfois confortés dans cette opinion par des textes vétéro-testamentaires, comme la promesse de Dieu à Noé après le Déluge (Gen 8, 22) : « Tant que la terre durera, Semailles et moissons, Froid et chaleur, Été et hiver, Jour et nuit, Jamais ne cesseront. »)

La magnifique construction de la théorie de l'équilibre général, dont le prestige est rehaussé par sa difficulté mathématique, aboutit à un troisième théorème :

Théorème 3 *L'équilibre naturel de la loi de l'offre et de la demande est efficient, c'est à dire qu'il conduit à une situation Paréto-optimale.*

(Encore faut-il souligner que la situation où j'ai toute la richesse du monde et vous rien est Paréto optimale.)

Critique théologique

À titre de pistes de réflexion, je vois au moins quatre textes qui symbolisent quatre interpellations de cette théorie par l'Écriture :

Deu 8,3 L'homme ne vit pas de pain seulement, mais l'homme vit de tout ce qui sort de la bouche de l'Éternel. (Repris par Jésus lors de la tentation du pain, Mt 4,4.)

Lév 19,18 Tu aimeras ton prochain comme toi-même. (Repris par Jésus dans le sommaire de la loi, Mr 12,31. Cf aussi Rom 13,9, Gal 5,14, Jac 2,8.)

Gen 32, 7,8 L'Éternel dit à Moïse : [...] ton peuple [...] s'est corrompu. [...] Ils se sont fait un veau de métal fondu, ils se sont prosternés devant lui, ils lui ont offert des sacrifices et ils ont dit : Israël, voici tes dieux.

Gen 3,4-5 Alors le serpent dit à la femme : « Vous ne mourrez pas du tout, mais Dieu sait que, le jour où vous en mangerez, vos yeux s'ouvriront, et vous serez comme des dieux. »

L'homme ne vit pas de pain seulement En dépit de travaux récents, la théorie économique à par essence l'ambition de dicter des politiques publiques sur la seule base de la quantité de biens disponibles pour les agents. Tout ce qui est de l'ordre de l'affectif, du spirituel, en est absent, malgré quelques tentatives bien pathétiques —et qui renvoient à ma quatrième critique— d'inclure des sentiments, voire de la spiritualité, dans l'utilité des agents. C'est ce que pressentent et critiquent les trois citations de Röpke et Rüstow par lesquelles j'ai conclu ma première partie.

Au chapitre de l'affectif, la théorie classique considère une situation où tout le monde a dix (biens) comme inférieure à une situation où les ouvriers ont dix et leur patron dix-mille. En effet, la deuxième « domine » la première au sens de Paréto. Qu'elle conduise tout droit aux barricades est ignoré. Mais ce n'est pas l'essentiel de cette critique.

L'essentiel, c'est que l'abondance des biens n'est pas l'essentiel ! *Regardez les oiseaux du ciel, ils ne sèment ni ne moissonnent, et ils n'amassent rien dans des greniers ; et votre Père céleste les nourrit. Ne valez-vous pas beaucoup plus que eux ?* (Mt 6,26). *Ce qui est né de la chair est chair, ce qui est né de l'Esprit est Esprit.* (Je, 3,6). La théorie économique dit comment nourrir la chair —c'est à

dire l'animal *Homo sapiens*—, mais *si un homme ne naît de nouveau*, d'eau et d'Esprit, *il ne peut voir le Royaume de Dieu*, c'est à dire connaître la vie en plénitude. Et nous avons tous fait l'expérience que l'amour du, ou d'un, prochain peut seul donner à la vie un goût d'éternité. Ce qui nous amène à mon deuxième texte.

Tu aimeras ton prochain comme toi-même La théorie économique dominante est par essence une théorie d'*homo economicus*, qui cherche à maximiser son propre profit en ignorant celui de ses contemporains, voire de ses descendants. C'est le modèle d'un monde où tout le monde est en compétition *contre* tout le monde ; notre monde, en fait, où un agriculteur, écrasé par la grande distribution et sa libre concurrence, se suicide tous les deux jours en France.

Et cet égoïsme méthodologique entre en résonance avec le matraquage de la publicité actuelle qui invite, à longueur de spots télévisuels et de slogans publicitaires, à ne s'intéresser qu'à soi-même. Je me demande même si on n'a pas dans cette idéologie hédoniste omniprésente *un élément* d'explication de l'émergence d'une génération de petits truands prêts à tuer pour protéger leur pré carré. Soit seul compte.

En fait *homo economicus* est *homo sapiens*, l'homme comme animal. Si cette espèce animale n'avait pas eu un certain égoïsme, qui est la forme de l'instinct de survie, elle n'aurait pas survécu à la sélection naturelle de l'évolution, et n'existerait donc pas. Ainsi, l'homme avec ses désirs et ses pulsions, « la chair » pour la pensée juive, est animal et égoïste. C'est ce que reconnaît Jésus quand il dit « ce qui est né de la chair est chair » dans l'entretien avec Nicodème que je citais plus haut.

Mais ce à quoi Jésus nous invite par la « nouvelle naissance », c'est à dépasser le stade animal. La capacité à aimer son prochain *comme soi-même*, voire à *aimer ses ennemis*, c'est ce qui est né de l'Esprit, et qui est Esprit. C'est le contraire de l'avantage sélectif darwinien, comme l'explique Paul aux Galates. Après avoir rappelé que *toute la loi est contenue dans cette seule parole* : « *Tu aimeras ton prochain comme toi-même* », il ajoute *car la chair en ses désirs, s'oppose à l'Esprit, et l'Esprit à la chair. Entre eux c'est l'antagonisme* (Gal 5,17). Paul avait tout compris de Darwin.

Ils se sont fait un veau d'or et lui ont offert des sacrifices Je cite à nouveau Rüstow : « La découverte géniale de l'automatisme de l'économie de marché est née au XVIII^e siècle de la sécularisation d'une croyance d'origine théologique, remontant, par-delà le Portique, à Héraclite, en la raison divine du monde, invisible et inconnue, agissant derrière le dos des intéressés comme une loi naturelle, raisonnable et salutaire. Par suite de la survivance de cette croyance théologique, on considéra les lois du marché —d'après l'équation *deus sive natura*— comme des lois naturelles et divines, auxquelles on conféra la même dignité et la même universalité que celles des mathématiques. »

Le marché est en effet doté par les économistes libéraux de tous les attributs divins : il est tout puissant « on ne va pas contre le marché » dit-on en bourse, il prédit l'avenir —un sénateur américain a voulu exploiter la capacité supposée de la bourse à anticiper pour anticiper ... les menaces terroristes contre les États Unis—, il ne peut pas se tromper —certains économistes ont défendu l'idée que les « bulles » financières n'existent pas, car le marché définit toujours la juste valeur des actifs boursiers— il fait le bien de l'humanité, tout ce qui le contrarie est le Mal.

Et on a effectivement offert des sacrifices au marché. Un libéral vous dirait que les agriculteurs qui se suicident contribuent utilement à équilibrer le marché, et chacun d'entre-nous connaît des exemples qui pour être moins dramatiques n'en sont pas moins scandaleux. Par exemple, un économiste vraiment libéral vous expliquera que les chômeurs sont des gens qui ont choisi de préférer les aides plutôt que de travailler, puisque le marché est capable d'équilibrer toutes les offres et demandes, y compris celles de travail (cela a été soutenu en pleine crise de 2008). Il faut donc supprimer les aides au chômeurs pour supprimer le chômage, et produire plus à meilleur marché. (Bien sûr, le SMIG est aussi un outil qui contrarie le marché, donc un Mal. Il n'y a pas de SMIG en Allemagne, et les millions de

travailleurs très pauvres outre-Rhin contribuent à la santé économique de ce pays, au détriment de ceux qui ont un SMIG comme Madame Merkel l'a reconnu implicitement.)

Vous serez comme des dieux J'ai coutume de dire que, chez certains économistes, l'économie ne prétend pas être la « science de tout », mais « la science *du* tout ». La prétention à savoir la vérité sur l'homme et la société, savoir comment faire son bonheur, « maximiser son *bien être* » —le choix des mots n'est pas innocent—, sans lui demander si c'est ainsi qu'il veut vivre, —posséder la Vérité conduit à toutes les dictatures—, c'est l'antique tentation de vouloir être *comme Dieu*, ce que la Bible appelle le péché originel, la source, nous dit le récit de la Genèse, de tous les malheurs de l'homme.